

Unité départementale de Lille
44 rue de Tournai
CS 40259
59019 Lille

Lille, le 09/04/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/04/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)

Rocade de la Vallée de la Lys
RD 191
59250 Halluin

Références : 02042026_COVALYS_HALLUIN
Code AIOT : 0007002401

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/04/2026 dans l'établissement COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES) implanté Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin . Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 2 avril 2026 fait suite au départ de feu survenu dans la fosse le 30 mars 2026.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COVALYS ex-VALNOR (CVE ANTARES)
- Rocade de la Vallée de la Lys RD 191 59250 Halluin

- Code AIOT : 0007002401
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La Métropole Européenne de Lille a confié à Covalys, une co-entreprise détenue à 65% par Veolia, à travers sa filiale Valnor, et 35% par Idex, le contrat de délégation de service public pour l'exploitation du Centre de Valorisation Énergétique (CVE) de la métropole localisé à Halluin. D'une durée de 12 ans de 2017 à 2029, le contrat représente un chiffre d'affaires cumulé de 295 millions d'euros.

Mis en service le 15 décembre 2000, le site a une capacité de traitement de 350 000 t/an de déchets grâce à 3 lignes de fours à grilles de capacité unitaire de 14,5 t/h.

Les déchets, les ordures ménagères et encombrants en provenance de la Métropole Européenne de Lille (MEL), y sont traités comme combustible produisant de la chaleur elle-même transformée en électricité (de l'ordre de 150 000 MWh/an).

Deux Groupes Turbo-Alternateurs (GTA) de 16 MW unitaire assurent la transformation de l'énergie thermique en électricité. Une partie de l'électricité est consommée sur le site (à hauteur d'environ 22%) et le surplus est injecté sur le réseau RTE sous 90 kV.

L'énergie produite alimente également directement les réseaux de chaleur urbain R-énergie de Roubaix et Résonor de Lille via un réseau calorifugé de grosse capacité de 19 kilomètres.

Le Centre de Valorisation Énergétique (CVE) ANTARES - COVALYS d'Halluin, relève de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement.

Le site relève du régime de l'autorisation pour les activités principales suivantes:

- 2771 : installations de traitement thermique de déchets non dangereux (fours d'incinération),
- 2791-1 : installation de traitement de déchets non dangereux (cisaille rotative).

Il convient de préciser que le site relève également de rubriques en relation avec la Directive dite "IED". Il est visé par la rubrique principale 3520.a.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface
- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	PREVENTION	Arrêté Ministériel du	Demande d'action corrective	2 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	DU RISQUE D'INCENDIE	22/12/2023, article 5		
3	PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU	Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 7.2	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	ACCIDENTS - INCIDENTS	Code de l'environnement du 01/04/2026, article R512-69	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le départ de feu survenue le 30 mars 2026 dans la fosse à déchets de l'installation a été rapidement maîtrisé grâce aux moyens de prévention et de lutte contre l'incendie mis en place par l'exploitant.

Des actions correctives sont demandées par l'inspection :

- Le plan d'intervention interne de l'exploitant est en cours de mise à jour suite à des remarques du SDIS et de l'inspection.
- Des améliorations sur la signalisation et des précisions sur la procédure de fonctionnement du bassin de confinement sont demandées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : ACCIDENTS - INCIDENTS

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/04/2026, article R512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport d'incident ou d'accident
Prescription contrôlée : L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1. Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures

d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.

La déclaration mentionnée au premier alinéa et le rapport mentionné au deuxième alinéa sont adressés sous forme dématérialisée d'une téléprocédure. Les informations relatives aux installations mentionnés à l'article R. 517-1, ainsi que les informations susceptibles de porter atteinte aux intérêts mentionnés au I de l'article L. 124-4 et au II de l'article L. 124-5, demeurent transmises sous une forme non dématérialisée permettant d'en assurer la confidentialité.

NOTA : Conformément à l'article 8 du décret n° 2025-804 du 11 août 2025, ces dispositions, dans leur rédaction issue de l'article 5 du décret précité, entrent en vigueur le 1^{er} janvier 2026

Constats :

Un événement de type feu couvrant a été détecté par l'exploitant le 30/03/2026 à 10:15 et a pris fin le 30/03/2026 à 11:50.

L'Inspection n'a pas été informée directement par l'exploitant mais via la plateforme SYNERGI le 30/03/2026 à 20:55.

L'exploitant a fait sa télédéclaration le 31/03/2026 à 09:51.

L'Inspection a demandé un rapport à l'exploitant par l'outil GUNenv (guichet unique numérique de l'environnement) le 01/04/2026.

Le rapport a été reçu le 03/04/2026.

Le jour de l'inspection, le 02/04/2026, l'exploitant a précisé à l'inspection les circonstances de l'accident :

- Le 30/03/2026 vers 09:00, le grappin du pont 2 tombe en panne (tirant du réducteur de levage cassé).
- A 10h15, lors de la réparation du grappin, le pontier remarque de la fumée sur le mur de déchets dans la fosse derrière le grappin.

Le grappin du pont 2 en panne à l'aplomb empêche l'évacuation immédiate avec le grappin du pont 1 des déchets concernés dans les fours. En effet la fosse est surplombée par 2 ponts roulants (1 par grappin), l'un derrière l'autre dans le sens de sa longueur.

Le personnel de l'exploitant a arrosé la zone jusqu'au dépannage du grappin bloqué en fond de fosse.

Les pompiers ont été appelés selon la procédure. Il n'a pas été nécessaire qu'ils interviennent avec leurs moyens, les moyens de l'exploitant (lance pilotée à distance) ont suffi.

- Une fois le grappin du pont 2 en état de fonctionnement, vers 11:50, les déchets à l'origine de l'incident ont été mis directement dans les fours 1 et 2.

Les 2 événements, à savoir le feu couvrant et la panne du grappin, sont indépendants.

<p>La puissance thermique dégagée n'a pas déclenché l'alarme incendie par détection thermique (Température affichée sur écran selon l'exploitant de 38 °C pour un seuil de déclenchement de 70°C)</p>
<p>Les causes du départ de feu sont inconnues. Le SDIS soupçonne cependant une pile lithium d'être à l'origine du départ de feu.</p>
<p>La faible quantité d'eau utilisée pour l'extinction a été absorbée complètement par les déchets restant dans la fosse.</p>
<p>L'événement n'a pas eu de conséquences sur l'environnement, humaines et n'a pas causé de dégâts matériels.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : PREVENTION DU RISQUE D'INCENDIE

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/12/2023, article 5</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Plan de défense contre l'incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense contre l'incendie. Lorsque l'installation dispose d'un plan d'opération interne, le plan de défense contre l'incendie est intégré à celui-ci. Le plan de défense contre l'incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et de secours, et sont mis à disposition à l'entrée du site.</p> <p>Il comprend au minimum :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes à prévenir) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention éventuels, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie avec une description sommaire de leur fonctionnement opérationnel et leur attestation de conformité ; - les modalités selon lesquelles les fiches de données de sécurité et l'état des matières stockées

prévu par l'article 49 de l'arrêté du 4 octobre 2010 susvisé sont tenus à disposition du service d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées et, le cas échéant, les précautions de sécurité qui sont susceptibles d'en découler ;
- la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ;

« - les plans de l'installation précisant l'emplacement des bâtiments, des entreposages extérieurs, des îlots et petits îlots, des zones de réception de déchets, des zones de stockage temporaire, des zones d'entreposage tampon, des zones d'immersion, des zones susceptibles de contenir des déchets, des silos et cuves fermés et fixes. »

Constats :

Post inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection son plan d'opération interne intégrant son plan de défense incendie.

Celui-ci ne comprend pas:

- le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations ;
- le plan de situation des réseaux de collecte, des égouts, des bassins de rétention ;
- le plan d'implantation des moyens automatiques de protection contre l'incendie.

L'inspection constate que:

- les données administratives page 5 ne sont pas à jour. En effet, certaines rubriques ont été supprimées (ex: 1450) et d'autres ajoutées (ex: rubriques IED).
- la liste des interlocuteurs locaux à prévenir en cas d'alerte niveau 2, les moyens de contact et leurs coordonnées à prévenir en cas d'alerte niveau 2 sont à vérifier.

L'exploitant indique que le plan d'opération interne est en cours de mise à jour suite à une demande du SDIS. En particulier les plans cités ci-dessus y seraient intégrés.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de mettre à jour et compléter son plan de défense incendie sous un délai de 2 mois.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : PREVENTION DE LA POLLUTION DE L'EAU

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/06/2006, article 7.2

Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement

Prescription contrôlée :

<p>L'ensemble des eaux susceptibles d'être polluées lors d'un accident ou d'un incendie, y compris celles utilisées pour l'extinction, doit être recueilli dans un bassin de confinement. Le volume minimal de ce bassin est de 3000 m³.</p> <p>Les eaux doivent s'écouler par gravité dans ce bassin ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique à l'inspection l'existence d'un bassin de confinement des eaux susceptibles d'être polluées et d'un bassin d'orage situés côte à côte le long de la façade sud-ouest du bâtiment.</p> <p>En salle, l'exploitant n'a pas pu justifier le volume et le fonctionnement du bassin de confinement.</p> <p>Sur site, l'inspection a constaté la présence d'ouvrages souterrains le long de la façade sud-ouest du bâtiment.</p> <p>L'inspection n'a pas pu localiser précisément la vanne et les organes de commande : ils ne sont pas indiqués par une signalisation appropriée.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> justifier la position du bassin de confinement et du bassin d'orage par un plan, leur volume et leur mode de fonctionnement en cas de pollution par des eaux lors d'un incendie. signaler la localisation des organes de commandes et leur position (vanne ouverte-vanne fermée) sur site.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 2 mois</p>